

Comité Olympique International  
Maison Olympique  
1007 LAUSANNE  
SUISSE

Collectif NO JO  
Région Provence Alpes  
Côte d'Azur  
FRANCE

Monsieur Thomas BACH  
Président du CIO

Le 13 janvier dernier, le président de la région Provence Alpes Côte d'Azur (France) , Renaud Muselier, a renouvelé son projet d'accompagner le développement d'une candidature olympique et paralympique du territoire sud-alpin pour les Jeux d'hiver de 2034 ou 2038.

Cette annonce a provoqué une grande surprise dans la population. En effet, nombreux sont ceux qui se questionnent sur les motivations de cette personnalité politique, qui prétend que toute la région est derrière lui, sans même avoir pris le soin de lancer une consultation !

Nous nous inquiétons beaucoup quant au caractère anti-démocratique que l'organisation des Jeux Olympiques prend ces dernières années. Là où des referendums ont été organisés, la réponse de la population est toujours : NON ! Mais, malheureusement, peu de villes candidates en proposent. Or, les propos de Mr Muselier nous laissent entendre qu'un referendum n'est pas envisagé, puisque l'opposition à la candidature n'est qu'une « petite minorité de 3 personnes » !

Mesdames, Messieurs, membres honorables du CIO, alors que les rapports alarmants des scientifiques sur l'accélération du dérèglement climatique s'accumulent, alors que les classes populaires et moyennes se paupérisent gravement, alors que les décisions sont prises de façon verticale par les mondes économique et politique, **VOUS NE POUVEZ PLUS IMPOSER VOTRE GRANDE KERMESSE SPORTIVE !!!**

Vos promesses « d'héritage » et « de rayonnement mondial » sonnent faux au regard des conséquences désastreuses constatées sur les sites olympiques passés ou en cours de réalisation :

- endettements afférents aux investissements surdimensionnés et inutiles à l'échelle d'un territoire, supportés par les habitants pendant les 30 années suivantes à minima
- bétonisation massive et destruction du vivant, de la biodiversité
- urbanisation et gentrification pour répondre à un besoin ponctuel de 3 semaines
- Orgie des gros bétonneurs : les chantiers ne profiteront pas aux artisans locaux. L'attribution de ces chantiers revient toujours, de fait, aux géants du BTP comme Bouygues, Vinci...
- création d'emplois précaires aliénants (contrats courts, rémunération basse, « flexibilité »...)
- aggravation des pénuries d'eau, des pollutions, des nuisances visuelles et sonores
- mise en place de dispositifs de surveillance de masse liberticides
- liste non exhaustive...

Non, les discours, même verdis, promettant des jeux « écolos », ne trompent plus personne. Un impact carbone divisé par 2 reste un impact carbone !

Non, la société civile n'acceptera plus les « lois cadre » ne garantissant que dérogations, accélérations des procédures, opacité et dépassements de budgets des travaux d'aménagement (bassines, autoroutes, équipements sportifs...), au détriment de l'acceptabilité économique, sociale et environnementale.

Et pour reprendre les propos de la tribune du 17/09/2020 du collectif des Contribuables plumés :

*« Il est irresponsable de dilapider l'argent public dans une opération de prestige pharaonique »  
« L'État n'a-t-il rien de mieux à faire que de s'aligner sur un « idéal olympique » depuis longtemps rongé par l'affairisme, la corruption, le dopage endémique et son économie criminelle (privée ou d'État) ? A défaut de pouvoir enrayer les crises en cascade que subissent les Français, l'État n'a pas vocation à garantir la santé financière des partenaires ou sponsors officiels des Jeux. »*

Les habitants de la région PACA vous assurent, Monsieur, de leur détermination à s'impliquer dans l'opposition à l'organisation des Jeux Olympiques, ici et partout, et vous prie d'agréer leurs salutations distinguées.

Alpes du sud  
Le 08 mai 2023